

Etats-Unis/Diplomatie

Démission surprise de Nikki Haley, ambassadrice à l'Onu

AFP
Washington/États-Unis

Décrite comme ambitieuse, elle ne sera cependant pas candidate à la présidentielle de 2020.

L'AMBITIEUSE ambassadrice des États-Unis aux Nations unies, Nikki Haley, la femme la plus en vue du gouvernement de Donald Trump, a annoncé hier sa démission à la surprise générale tout en assurant ne pas vouloir se présenter contre le président américain aux prochaines élections.

"Elle m'a dit il y a environ six mois qu'elle souhaitait prendre une pause", a justifié le milliardaire républicain, louant le "travail fantastique" de son "amie", présente à ses côtés, tout sourire, dans le Bureau ovale. "Elle a été très spéciale pour moi", a-t-il insisté.

Donald Trump a précisé que le départ serait effectif "à la fin de l'année" et qu'il dévoilerait le nom d'un successeur "d'ici deux ou trois semaines".

L'ex-gouverneure de Caroline du Sud, 46 ans, à qui l'on a souvent prêté des vues sur la Maison Blanche, a assuré qu'elle ne serait pas candidate à la présidentielle de 2020.

"Il est important de savoir quand il est temps de faire un pas de côté", a seulement expliqué Nikki Haley.

Ses motivations restent donc un mystère.

Ambitions politiques ? Désaccords de fond ? Ou alors le risque soulevé par une enquête potentielle, réclamée

lundi, à la veille de sa démission, par une association de défense de l'éthique sur des cadeaux acceptés l'an dernier par l'ambassadrice ? Cette organisation dénonce notamment les sept vols en avion de luxe privé qui lui ont été offerts, pour un coût de "plusieurs dizaines de milliers de dollars", par "trois hommes d'affaires de Caroline du Sud".

Quoi qu'il en soit, l'annonce de son départ a semé un certain trouble au sein de la classe politique, qui a globalement salué son bilan, sa fermeté et son franc-parler. Il fait suite aux nombreux limogeages et démissions autour du président en près de deux ans. L'équipe diplomatique initiale aura ainsi été totalement remodelée, après l'arrivée au printemps de Mike Pompeo comme secrétaire d'Etat et John Bolton comme conseiller à la sécurité nationale.

Ces deux poids lourds avaient en partie éclipsé cette étoile montante du camp républicain qui avait auparavant bénéficié de l'effacement du précédent ministre des Affaires étrangères, Rex Tillerson.

"POLITIQUE ÉTRANGÈRE CHAOTIQUE" • "C'est un autre signe de la politique étrangère chaotique de cette administration", a déploré le chef de file démocrate à la commission des Affaires étrangères du Sénat, Bob Menendez, s'alarmant des conséquences de ce départ "sur la sécurité nationale à un moment où le désarroi persiste au sein du gouvernement".

Nikki Haley s'est distinguée en portant d'emblée une



Photo : AFP

C'est depuis le Bureau ovale de la Maison Blanche que le président Donald Trump et l'ambassadrice Nikki Haley ont annoncé la démission de cette dernière de son poste d'ambassadrice à l'Onu.

ligne dure notamment contre la Corée du Nord et l'Iran, les deux priorités diplomatiques de Donald Trump, même lorsque d'autres ministres tentaient de convertir le président à une ligne plus modérée.

Depuis New York, elle se faisait également l'écho des critiques présidentielles à l'égard de l'Onu, vue comme une bureaucratie inefficace dans laquelle Washington investit beaucoup trop d'argent mais aussi comme une institution avec d'évidents "biais anti-Israéliens".

Elle était "un facteur de division, attaquant les institutions et les ONG qui défendent la transparence et les droits fondamentaux, et travaillant à transformer l'aide humanitaire en arme politique", a critiqué Stephen

Pomper, de l'International Crisis Group.

L'ex-élue de Caroline du Sud s'était fait connaître dans son Etat conservateur en soutenant le retrait du drapeau confédéré des bâtiments officiels après qu'un partisan de la suprématie blanche avait tué en juin 2015 neuf paroissiens noirs dans une église de Charleston.

Cette fille d'immigrés indiens n'a pas toujours été du côté de Donald Trump.

En février 2016, elle avait jugé que le milliardaire incarnait "tout ce qu'un gouverneur ne veut pas d'un président". Et juste avant la victoire du 8 novembre 2016, Nikki Haley se disait même "pas fan" du tonitruant candidat républicain. Mais elle a par la suite gagné

ses galons dans la galaxie Trump. Si elle a laissé entendre l'existence de désaccords avec Donald Trump, notamment lorsque ce dernier n'a pas clairement condamné les sympathisants nazis après la mort d'une manifestante antiraciste lors de violences à Charlottesville, à l'été 2017, elle a toujours pris soin de ne pas les étaler sur la place publique.

"Si je ne suis pas d'accord avec quelque chose et crois que c'est suffisamment important pour être discuté avec le président, je le fais. Et il écoute", avait-elle dit en septembre, en réponse à la tribune anonyme d'un membre de l'administration qui évoquait une "résistance de l'intérieur" aux agissements de Donald Trump.

A la Cour suprême

Le juge Kavanaugh fait ses débuts

AFP
Washington/États-Unis

Il avait été confirmé de justesse samedi par le Sénat, au terme d'une féroce bataille politique.

LE juge Brett Kavanaugh a siégé hier pour la première fois à la Cour suprême des États-Unis, lors d'une session studieuse consacrée à des points de droit pénal, loin des tensions ayant entouré son processus de confirmation.

Une poignée de manifestants s'étaient rassemblés devant l'édifice sur la colline du Capitole, pour dénoncer le nouveau juge, confirmé de justesse samedi par le Sénat après une féroce bataille politique.

"Nous n'oublierons pas", scandaient ses détracteurs en référence aux accusations d'abus sexuel qui ont failli faire dérailler la nomination du candidat de Donald

Trump. Le magistrat conservateur, 53 ans, a vigoureusement nié toute agression.

Le petit groupe s'est rapidement dispersé et la plus haute juridiction américaine a entamé ses travaux avec le message rituel : "Oyez, Oyez, Oyez".

Dans une salle d'audience pleine, le président John Roberts a salué l'arrivée du 9e juge, installé tout à sa gauche, en lui souhaitant "une longue et heureuse carrière".

Les débats ont ensuite porté sur les moyens de définir un "délict violent". En l'occurrence, arracher un collier au cou d'une femme en fait-il partie ? Et son auteur, condamné à deux autres reprises, doit-il être considéré comme un multirécidiviste à qui s'applique une peine plancher ?

Plusieurs juges ont réfléchi à partir d'exemples concrets (voler un sac à main, donner une tape dans l'épaule, pincer...), allant jusqu'à provoquer quelques rires dans l'assemblée en plaisantant



Photo : AFP

Au lendemain de sa prestation de serment à la Maison Blanche, le juge Brett Kavanaugh a commencé à siéger à la Cour suprême.

sur les parents qui tirent les oreilles de leurs enfants. Le juge Kavanaugh, plus en retrait, a posé des questions de jurisprudence.

Dans un second dossier, la cour s'est demandée si un vol dans un mobile-home pouvait être considéré comme un cambriolage. Là encore, l'enjeu portait sur l'application d'une loi de

1984 sur la multirécidive, qui cause beaucoup de contentieux.

Avec l'arrivée du juge Kavanaugh, les juges progressistes sont désormais en minorité à la Cour suprême (4 sur 9), ce qui devrait colorer la jurisprudence de l'institution. M. Kavanaugh a toutefois promis d'être "impartial" et de "jouer collectif"

lors de sa prestation de serment lundi soir à la Maison Blanche.

Aucun dossier sensible politiquement n'est encore programmé, mais la Cour pourrait rapidement se saisir de dossiers liés à l'immigration ou à la défense de l'environnement, susceptibles de faire apparaître des lignes de rupture entre ses membres.

A travers le monde

•Afghanistan/Attentat.

Huit morts dans le sud

Un attentat suicide hier dans les bureaux d'un candidat aux élections législatives du 20 octobre en Afghanistan, dans le sud du pays, a fait au moins huit morts dont le candidat et onze blessés, ont indiqué des responsables.

•Brésil/Présidentielle.

Le ton monte

Le ton est monté hier dans la campagne pour le 2e tour de la présidentielle au Brésil, le favori Jair Bolsonaro traitant son adversaire Fernando Haddad de "canaille" pendant que leurs partis rivalisaient pour obtenir le report de voix des candidats éliminés.

•Corée du Nord/Diplomatie.

Kim Jong invite le pape à Pyongyang

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un espère la venue du pape François à Pyongyang en expliquant qu'il serait le cas échéant "accueilli avec enthousiasme", a annoncé hier la présidence sud-coréenne en précisant qu'elle relaiera prochainement le message au Vatican.

• Espagne/Politique.

Catalogne : les divisions menacent le gouvernement séparatiste

La coalition indépendantiste au pouvoir en Catalogne s'est retrouvée hier en minorité, après un désaccord entre les deux partis la constituant qui met en danger l'exécutif régional présidé par Quim Torra.

• France/Social. La rue gronde

Plusieurs dizaines de milliers de lycéens, étudiants, salariés, fonctionnaires et retraités ont manifesté hier partout en France, pour la première fois depuis la rentrée, pour réclamer du président Emmanuel Macron une politique "moins libérale".

•Grande-Bretagne/Espionnage.

Affaire Skripal : le second suspect identifié

Le second suspect de la tentative d'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal en mars à Salisbury (Angleterre) est un médecin du service de renseignement militaire russe (GRU) – Alexandre Yevgenievich Michkin (à droite sur le combo) – a annoncé lundi le site d'investigation bellingcat.com.



Photo : AFP